

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

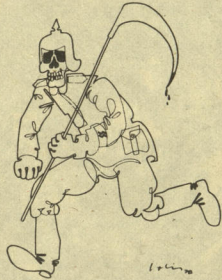
N° 279 JEUDI 14 SEPTEMBRE 1978 3 F

hebdomadaire

Les troubles en Iran

Révolution, Islam et socialisme

TÉHÉRAN est en état de siège ; la loi martiale y est proclamée, comme elle le fut à Ispahan au milieu du mois d'août dernier. Depuis plus d'une semaine, les manifestations s'amplifiaient par le nombre et par le ton dans la capitale et dans une dizaine de



grandes villes. Celle du 7 septembre, interdite par le Shah, fut si importante, les soldats « fleuris » par les manifestants étaient encore si émus, si hésitants, que le « frère musulman militaire ne tira pas sur le frère musulman en révolte. Le matin du 6 septembre, *Libération* avait titré : « Que va faire l'armée ? » Dans la soirée du 8, toutes les radios donnèrent la réponse : l'armée a tiré et les armes, en une seule fois, ont fait 200 morts, devenus 50 dès le lendemain dans la presse officielle du Shah, selon l'AFP, le samedi 9 septembre.

Il paraissait inéluctable que l'armée finirait par tirer, sauf si dans ses rangs des idées subversives avaient pu s'infiltrer. Mais la SAVAK (service national de renseignements et de sécurité), second pilier de la monarchie constitutionnelle devenue dictature, veillait au

(suite page 8)



RENTRÉE SYNDICALE

NÉGOCIATIONS... NÉGOCIATIONS... ET ATTENDONS LES ÉLECTIONS...

L'eurocommunisme existe-t-il ?

DÈS qu'on quitte le giron de l'Eglise, dès qu'on met en doute l'infaillibilité du pape et des conciles, on verse dans l'hérésie et, si la Foi est une, l'Hérésie, elle, est multiple : il suffit de songer aux diverses sectes nées de la Réforme face à la catholicité, et - pour ne pas remonter si loin - voyez en quelle confusion idéologique sont tombés les transfuges de l'Eglise léniniste-staliniste de Moscou. Toucher si peu que ce soit aux dogmes de l'orthodoxie, c'est mettre en jeu des forces centrifuges qui non

seulement éloignent de la Sainte Eglise, mais isolent entre eux les éléments dissidents. Certes l'Inquisition a été inventée pour ramener au bercail de la Foi les brebis égarées et cette méthode a été appliquée avec succès en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie. Mais la Chine, la Yougoslavie, la Roumanie ont échappé à la mise au pas et, depuis, ont suivi des chemins divers. Enfin, les partis communistes d'Italie, d'Espagne et de France ont prétendu fonder l'eurocommunisme.

Chez les uns, comme chez les autres, on garde un fond commun hérité du marxisme et de ses dérivés : la nécessité d'un parti régi par le centralisme démocratique, jouant un rôle dirigeant (parti unique, si possible), la recherche du Pouvoir qu'il s'agit de conquérir par tous les moyens, et par dessus tout cet opportunisme qui permet - au nom de la dialectique - toutes les volte-face qui ne sont que les moyens les mieux appropriés pour parvenir au but. Berlinguer peut bien baisser la mule du pape et Santiago Carrillo la main de la reine d'Espagne, Marchais peut bien brandir le drapeau tricolore et chanter *La Marseillaise* : qu'importe, ce sont là comédies qu'il faut jouer et qui ne font d'effet que sur les imbéciles (hélas ! ils sont légions...).

Ces mêmes imbéciles voyaient se constituer le front commun des partis communistes des pays latins : tous démocratiques, tous détachés des régimes totalitaires. Et comme il était réconfortant de voir les staliniens d'hier évoquer avec des larmes dans la voix l'écrasement de la Tchécoslovaquie par les blindés russes ! Le n°2 du parti tchécoslovaque, le stalinien Bilak, parlant en termes méprisants de l'eurocommunisme ne pouvait que renforcer

(suite page 8)

A la petite semaine

UNE MORT PRÉMATURÉE

« Un homme averti en vaut deux » dit le proverbe. Cela suffisait déjà aux amateurs de jeux de mots faciles pour affirmer qu'en ce cas, Kanapa ne valait pas grand chose. Car jamais vie de militant, en effet, ne fut marquée par l'ignorance comme celle du récent disparu.

Il paraît que ce brillant intellectuel se montra quelque peu excédé par l'étiquette de stalinien qui lui collait à la peau. Et l'on se demande en effet d'où pouvait émaner cette ignoble réputation chez un être dont le seul tort, précisément, aura été de ne jamais être averti.

Bien sûr, on nous rétorquera que pour un homme ayant séjourné à Prague puis à Moscou durant plusieurs années, ne rien connaître des réalités tchécoslovaques et soviétiques relève de l'exploit. D'autant plus quand on a fait de la politique son métier ! On nous dira aussi, car les mauvais esprits ne connaissent ni trêve ni repos, que reconnaître en 1976 l'existence de procès tru-

qués terminés depuis plus de vingt ans, c'est ne pas se tenir au courant des nouvelles à une époque où la rapidité d'information a tout de même fait des progrès.

Mais tout cela continue à n'être que calomnies ! D'ailleurs, pour couper court à tous ces faux-bruits, Kanapa était venu lui-même affirmer à la télévision que les communistes français avaient été lâchement laissés dans l'ignorance d'un secret que tout le monde connaissait. Franchement, pouvions-nous avancer une meilleure preuve de bonne foi ?

Non, ce qu'il est terrible d'imaginer aujourd'hui, c'est qu'à cause de ce retard avec lequel lui parvenaient les nouvelles de l'étranger, Kanapa s'en est allé, ignorant l'existence des goulags et de la dis-sidence, des hôpitaux psychiatriques et de l'écrasement du printemps de Prague.

C'est dans ces moments-là que la mort apparaît comme une chose terrible.

FLORÉAL

Les athénées libertaires aujourd'hui

RESSURGI avec vigueur et occupant une place de premier choix dans l'actualité espagnole depuis la libéralisation du régime, le mouvement libertaire a vu fleurir toutes ses composantes d'avant la guerre civile.

Les athénées libertaires, sorte de maisons des jeunes axées sur des activités plus sociales et non limitées à une tranche d'âge, très développées avant la guerre civile, n'ont pas échappé à ce phénomène.

Pour en savoir plus sur les athénées libertaires existant aujourd'hui à Barcelone, nos camarades de *Solidaridad Obrera*, organe de la CNT de Catalogne, se sont entretenus avec des membres des athénées de Sants, la Verneda, Clot et Gracia.

C'est la traduction de cet entretien que nous vous proposons aujourd'hui...

LA RÉDACTION

S.O. - Depuis quand fonctionnent les athénées libertaires à Barcelone ?

A. - Le premier a commencé de fonctionner fut celui de Sants, il y a deux ans. Le reste, il y a un an ou moins, et beaucoup de collectifs de quartier ne se sont pas encore constitués en athénées.

- En quoi se différencie les athénées libertaires des autres types d'athénées ?

- Historiquement, les athénées furent l'expression de mouvements sociaux divers ; il existait ainsi des athénées de tendance républicaine, socialiste, libertaire, etc. Dans la mesure où le mouvement libertaire avait et a des caractéristiques distinctes des autres mouvements, les athénées inspirés par lui sont différents. Ces différences résident fondamentalement dans leur projet de transformation de la société et dans leur fonctionnement interne.

- Quel est le fonctionnement interne d'un athénée libertaire ?

- Nous pourrions en tirer beaucoup de caractères, tous dérivés du concept d'autogestion, c'est-à-dire : protagonisme direct des intéressés, autofinancement, caractère des délégations, respect des minorités, rejet du vote comme solution aux problèmes...

- Vous avez mentionné précédemment un « projet de transformation de société » comme différence, comment se concrétise ce projet dans la vie quotidienne ?

- Par une tentative d'établir un autre type de relations humaines, des relations anti-hiérarchiques, anti-autoritaires, qui se démarquent clairement de celles qui existent quotidiennement.

(suite page 7)

FOP 2520

Socialisme et diplomatie

Les grandes manœuvres

Il existe encore quelques esprits naïfs qui croient que les différents Etats du monde sont capables de pratiquer une politique solidaire d'entraide. Sur la scène internationale, ce que l'on appelle par euphémisme le concert des nations n'est composé que de solistes. Chaque Etat défend jalousement les intérêts particuliers et même une politique d'égoïsme féroce. Le spectacle offert par la caverne de brigands de New-York est là pour nous le confirmer. Même au sein d'organisations apparemment humanitaires, l'UNESCO, la FAO, etc., les interventions des différents pays servent de véhicules à leur propre impérialisme.

l'Angola dans la mouvance communiste complètera son instruction en apprenant qu'à peine rentré de Guinée-Bissau, où il a rencontré le général Eanes, président de la République portugaise, Agostinho Neto faisait connaître à Mario Soares que son parti, le MPLA, siégeait en qualité d'observateur au congrès de l'Internationale socialiste qui se tiendra à Vancouver en novembre prochain. Avec Cuba. »

Quel aveu prodigieux! Castro, soutien de l'Angola, va faire amitié avec Soares, lui-même ami comme cochon des Américains! Tout ça avec la bénédiction du socialisme international. Camarades du PS, avalez-vous

hors desquelles l'Afrique d'aujourd'hui risquerait d'éclater sous la double pression des rivalités tribales et des visées impérialistes ».

Sous la plume d'un soi-disant homme de gauche, ces phrases sont monstrueuses. Il est bien connu que l'Afrique de 1978 est un continent préfabriqué, cadencé par les dictateurs locaux aidés par les impérialistes. Il faut justement qu'elle éclate, l'Afrique, et que chaque Africain, chaque ethnique, chaque peuple retrouve sa personnalité et soit maître de son propre destin.

Elle n'a surtout pas de leçon à recevoir d'un homme et d'un parti qui se sont peu glorieusement illustrés à l'époque de la décolonisation.

Yves ROCHEFORT

La mort d'un terroriste...

Le 6 septembre dernier, Willy-Peter Stoll entraînait dans un restaurant chinois de Dusseldorf pour y prendre un repas. Il ne devait pas en sortir vivant. Depuis, tout ce qui informe s'est accordé à dire que la société pouvait se réjouir de la mort de ce jeune homme. Et pourtant...

Et pourtant, Willy-Peter Stoll n'était pas l'un de ces personnages infects, au-dessus de toute morale et protégés par les lois, marchands d'armes ou chefs d'Etat, grâce auxquels on s'entretient ici et là, entre deux discours sur la paix dans le monde.

Willy-Peter Stoll n'était pas le véritable nom de ce petit personnage méprisable qui étouffe l'Iran depuis 37 ans et qui, il y a quelques jours encore, faisait massacrer plusieurs centaines de personnes sur une place de Téhéran.

Willy-Peter Stoll, avec un nom pareil, ne pouvait guère être confondu avec ce dictateur sanglant du Nicaragua, bousculé par une population qui pense que 40 années d'obscurantisme commencent à bien faire, et qu'on continue à mitrailler allègrement sous le regard humaniste du président Carter.

Non, Willy-Peter Stoll n'était rien de tout cela mais continuait pourtant ces temps derniers, en vertu d'une hiérarchie qu'on s'explique mal, à être ce que les médias ont appelé le terroriste n°1.

Membre de la bande à Baader, mêlé, semble-t-il, à l'enlèvement puis à l'exécution du nazi Schleyer, Willy-Peter Stoll ne devait ce titre qu'au choix qu'il avait fait de tuer en dehors des règles du jeu établies par ceux qui l'ont fait abattre il y a quelques jours.

Mais, plus encore que le problème du terrorisme, de la voie sans issue choisie pas ses adeptes pour combattre cette société, c'est aujourd'hui la façon par laquelle est tombé W.-P. Stoll qui lui mérite qu'on s'y arrête.

Souhaitée en France par Peyrefitte, l'instauration du mouchardage en Allemagne fédérale allait être mise en application à la faveur du phénomène « terroriste », et cette méthode vient, dans l'affaire Stoll, de se montrer plus efficace que tous les organismes chargés de retrouver

KANAPA S'EN VA

Le mouvement communiste international vient de perdre un fidèle défenseur de son orthodoxie, Jean Kanapa. Nous ne pleurerons pas sa mort ; il restera dans l'histoire du parti communiste un militant formé dans la plus pure tradition stalinienne, un homme qui sera lié à toutes les purges dont l'appareil raffolait tant.

Né en 1921, Kanapa rentre au parti en 1944. Intellectuel, il devient rédacteur de *Ce soir* en 1948, puis rédacteur en chef de *La nouvelle critique* en 1959. Il dirige ensuite la rédaction française de *La nouvelle revue internationale*, organe du mouvement communiste international. Plus tard, en 1963 (et jusqu'en 1967), il réside à Moscou en tant qu'envoyé permanent de *L'Humanité*. Responsable de la section « politique extérieure » du parti communiste français, il devient membre du bureau politique en 1975.

L'ascension de Kanapa dans l'appareil se fera très vite. A l'époque, le PC manque de cadres politiques, ce qui l'amène à engager une campagne de recrutement auprès des universitaires, là où le parti trouvera l'émulation intellectuelle si nécessaire auprès des jeunes militants. C'est ainsi qu'après quatre années de militantisme, Kanapa devient permanent rémunéré par le parti. Contrairement à ce qui se passe dans les cellules ouvrières où les militants deviennent responsables après des années de travail et de dévotion au parti, les intellectuels deviennent tout de suite respectables et il devient alors tentant pour certains d'entre eux (comme Kanapa) de préférer un poste de permanent à un poste d'enseignant. Il ne s'agit pas pour nous de faire ici un mythe du responsable qui serait bon militant et du simple adhérent qui serait par conséquent mauvais, pas plus de justifier l'ouvriérisme et l'anti-intellectualisme, mais plutôt de voir comment des hommes peuvent se prendre pour de « grands militants » alors même qu'ils entrent dans l'appareil du parti uniquement par intérêt personnel. Et Kanapa fait partie de cette trempe d'hommes qui resteront tranquillement assis dans leurs fauteuils de bureaucrates à coups de bassesses et de mensonges multiples indignes de militants se réclamant de l'idéal socialiste.

Marty, Tillon (qui ne sont pas blancs comme neige, loin s'en faut), Kanapa avalera leur exclusion sans sourciller. Il ne savait pas! 1956, XX^e congrès du PCUS, Kanapa ne savait toujours pas sauf que devant le XIV^e congrès du PC français, il s'exprime à propos du rapport Krouchtchev dans ces termes : « Nous ne regrettons pas cette belle et dure école à laquelle notre esprit de parti a été ces années passées... ». Autrement dit : « Oui, c'est horrible mais c'est quand même formidable... ». 1961, même scénario lors de l'affaire Casanova-Servin. Kanapa déclare en confidence à Robrieux (alors secrétaire général de l'UEC, qui se fit sérieusement remettre en place par le parti jusqu'au jour où il le quittera) : « Il y a des opérations auxquelles je ne me prêterais plus... je quitterais bien tout cela, seulement je n'ai pas envie de retourner enseigner, je m'en sens incapable ». Quinze jours plus tard, le comité central (auquel Jean Kanapa appartient) condamne à l'unanimité Casanova, Servin, Robrieux, etc. Oui, Kanapa, comme on le voit, était un militant désintéressé comme l'aime à répéter *L'Humanité* dans son article nécrologique... 1976, Kanapa a le culot de déclarer, lors d'une émission télévisée (*L'aveu*) que le parti, à l'époque, ignorait tout des crimes stalinien. Kanapa se trouvait alors confronté à deux hypothèses ; soit qu'il était naïf au point d'avaloir toutes les paroles du Bureau Politique, et pour un militant dont on vante aujourd'hui le sens critique, nous nous posons de sérieuses questions, soit Kanapa se conduisait comme un menteur (et c'est le plus vraisemblable), qui, dès que Krouchtchev ouvrit un peu trop la bouche, s'empressa, avec Maurice Thorez (et c'est bien connu) de vite refermer ce caquet un peu trop bavard.

Non, décidément non, nous avons combattu Kanapa et les autres quand ils étaient vivants, nous continuons ce même combat quand ils sont morts. A travers le rôle actif qu'ont joué des hommes comme Kanapa, c'est le marxisme-léninisme dans toutes ses conséquences que nous voulons dénoncer, c'est l'appareil qui transforme des militants en véritables crapules et Kanapa, comme tant d'autres, s'est laissé prendre rapidement au piège. Kanapa, Thorez, Duclos, etc., ont sacrifié toute une génération de militants au stalinisme. Certains y ont laissé leur peau. Une leçon politique est à tirer.

Pierre BIGORGNE

et d'éliminer les « dangereux extrémistes ».

Abattu par deux policiers, Stoll n'aura du, en effet, d'être découvert que grâce à la collaboration d'un serveur du restaurant chinois où il dînait, serveur devenu fic le temps d'un coup de téléphone aux deux tueurs appointés, et qui, aujourd'hui, avec la conscience tranquille et le sens du devoir accompli, pense peut-être pouvoir jouer en toute quiétude des cinquante mille marks ainsi gagnés, prix de la « tête » de celui qu'il a dénoncé.

Suggérée par la crainte de voir s'effondrer cette société hu-

maniste et libérale où d'anciens nazis peuvent s'enrichir en toute tranquillité, la délation ne pouvait devenir réalité à grande échelle qu'en imposant ce phénomène de psychose de la peur, répandue plus particulièrement dans la population allemande depuis l'affaire Baader.

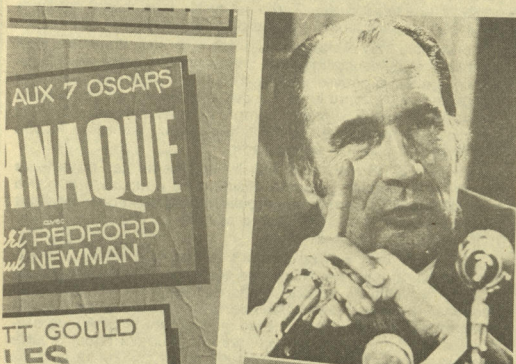
Avec la mort de Willy-Peter Stoll, c'est cette infecte propagande policière qui triomphe aujourd'hui en Allemagne, triomphe qui viendra peut-être ternir un jour l'annonce qu'une place de serveur est disponible dans un restaurant chinois de Dusseldorf, pour cause de décès.

Hélène VARELIN

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA RÉVOLUTION SOCIALE
de Pierre Besnard

En vente à Publico

Prix : 39 F



L'Afrique est actuellement le centre privilégié des appétits du monde entier. Les USA, l'URSS et la Chine, assistés de leurs comparses (France, Cuba, etc.) se disputent à qui mieux mieux les zones d'influence. Rarement le réalisme politique aura été au grand jour un tel cynisme. C'est ainsi que les maquisards de l'Erythrée, disciples de Che Guevarra, se battent contre les soldats éthiopiens entraînés par des instructeurs cubains.

On aurait pu penser que les situations étaient claires. Dans le numéro du 7 juillet de L'Unité, François Mitterand crache le morceau : « Le ministre français qui rangeait, voilà peu,

cette nouvelle couleur ? Vous vous consolerez peut-être en estimant que votre leader joue les hommes politiques de dimension internationale. Mais que devient le combat pour le socialisme dans tout cela ? Vous pouvez difficilement penser que Carter et Rockefeller sont « porteurs du projet autogestionnaire ».

Pour ne laisser planer aucun doute François Mitterand rapporte quelques lignes plus bas une opinion de Fidel Castro, qu'il reprend visiblement à son compte : « Castro condamne, à l'instar de l'OUA et de l'ONU, toute tentative de sécession qui mettrait en question les frontières héritées du système colonial,

UN INSOUMIS FACE A L'ARMÉE

DEPUIS le 27 juin, notre camarade Philippe Gosselin, de Lissieux, est emprisonné sous l'inculpation de refus d'obéissance.

Philippe est un insoumis total, rebelle à toute forme d'armée. Il ne s'est pas présenté aux diverses manifestations par lesquelles l'Etat et son armée créent l'illusion d'un service national librement consenti. Aussi a-t-il délibérément ignoré le recensement de sa classe, les stages pré-militaires, cela malgré les efforts de persuasion de l'armée.

Le 1^{er} juin, date de son incorporation, il refusa de rejoindre son corps, créant un embarras certain dans la gendarmerie locale qui refusa de s'occuper de son cas lorsqu'il s'y présenta pour rappeler son refus de toutes formes de service national.

Devant la « carence » officielle, il décide de se présenter à son unité, ce qu'il fait le 27 juin dernier. Aussitôt inculpé de refus d'obéissance (refus de revêtir l'uniforme), il est écroué et se trouve aujourd'hui à la prison Jacques Cartier à Rennes.

Après avoir failli être jugé expéditivement en juillet, notre camarade a vu son procès reporté en septembre et cela grâce, en partie, à la réaction rapide des compagnons nationaux et bretons.

Aujourd'hui, Philippe Gosselin a besoin du soutien moral de tous et de toutes. Son procès doit devenir celui de l'armée, cela d'autant plus qu'elle rejette son image classique de protectrice de la nation pour s'affirmer de guerre civile et de lutte contre « l'ennemi intérieur » (cf. les dernières manœuvres du 4 au 9 septembre autour de Limoges).

Vous pouvez manifester votre soutien à Philippe en lui écrivant
Philippe GOSSÉLIN
Maison d'arrêt Jacques Cartier (section militaire)
35 000 RENNES

Jean-Pierre JACQUINOT

en bref...en bref...

Un antimilitariste...

Stéphane Cusseneers, appelé au service national début août s'est rendu à la caserne Verdun où il a refusé de porter l'uniforme. Il a aussitôt été mis aux arrêts de rigueur. Il a demandé son statut d'objecteur le jour de son incorporation, statut qui lui a été refusé, et a commencé une grève de la faim le 18 août. On peut le soutenir dans sa lutte en lui écrivant : Stéphane Cusseneers, H.A. Legouest, service médecine, chambre 30, 57 998 Metz.

Un autre...

Denis Wartelle a été condamné à 2 mois avec sursis pour insoumission à l'ONF.

C.P.C.A.

Le deuxième numéro du bulletin du centre de propagande et de culture anarchiste est paru. On peut relever au sommaire des articles sur Kropotkine, Luis Mercier-Vega et des critiques de livres, notamment celle portant sur l'éducation libertaire de J-M Raynaud.

Le corps des femmes

Le collectif 1984 organise une projection d'un montage audio-visuel réalisé par Bénédicte Lavoisier sur l'utilisation du corps des femmes dans la publicité et son impact sociologique sur le « consommateur ». Cette projection aura lieu le samedi 16 septembre à 15 h dans le sous-sol de la librairie 22, Bd. de Reuilly à Paris.

Une erreur aventuriste

« C'est une grave erreur aventuriste que de définir comme fasciste la junte militaire argentine, parce que le général G. Videla et ses seconds sont des éléments progressistes de tendance démocratique ».

Ce propos n'est pas du général Pinochet, cet autre élément progressiste de la scène internationale, mais de Roberto Vallerino, membre du comité central du parti communiste argentin, qui s'est confié au philosophe-déjeunant Bernard-Henri Lévy, dans un entretien publié par l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16*.

Cette déclaration s'explique en partie par le fait que le PC argentin est entièrement inféodé à Moscou qui reste le principal appui commercial du régime dictatorial sud-américain.

Tout commentaire semble ici superflu. Ce serait, d'autre part, verser dans cet anticommunisme primaire tant prisé par ces éléments non-progressistes de tendance non-démocratique qui, décidément, n'entendent rien à la logique marxiste-léniniste...

Julien ROBIN

Maire parle... la C.F.D.T. siffle

Le tribun mélancolique de la CFDT soliloque à perdre haleine devant un auditoire turbulent lors du meeting de « rentrée », le mercredi 6 septembre à la Mutualité à Paris.

Les militants présents, ayant adhéré à la CFDT sur l'aspect extérieur de cette organisation, pour qui ne pas dire son image de marque, refusant le communisme autoritaire tout puissant à la CGT et le réformisme démolissant de FO, engouffrés en force dans une centrale « démocratique » leur laissant l'espoir de poursuivre leur grand rêve imaginé sur les campus de 1968 enfin réalisable au travers des luttes sociales, réunis enfin au sein d'une confédération « syndicaliste révolutionnaire », ces militants en furent pour leurs frais.

biliers de la CFTC, les scissionnistes gardant le titre de CFTC.

Depuis, les marchands d'illusions se sont taillés une place de choix sur l'échiquier syndical, tablant sur l'aveuglement de certains, l'intérêt d'une carrière syndicale et le piège dans lequel d'autres ne peuvent sortir sous peine d'être incompris de leur propre section d'entreprise et liquidé par leur patron.

Ces derniers temps, les « bavures » se sont succédées dans divers secteurs. Le masque s'estompant, le véritable visage de la CFDT apparaît dans toute sa laideur, le christianisme social intégrationniste et néo-corporatiste apparaît, entraînant des révoltes épidémiques. Les chefs de la CFDT réagissent vite et bien : dans les assurances, la plus importante section



Cet engouement des premiers temps enfla démesurément la grenouille cédédiste lui donnant l'apparence du boeuf rouge, engendrant la plus grande des contradictions syndicales : la méprise.

Après avoir laissé cette jeunesse bouillonnante galoper de grève en manif et de manif en meeting, les leaders de la confédération ayant mis le pied à l'étrier, reprirent les brides. C'est alors que les militants « égarés » dans des « luttes stériles » sentirent le mors leur saigner la bouche. C'est alors que nombre d'entre eux mordirent la poussière d'avoir été oublieux de l'histoire du mouvement ouvrier.

En effet, si le livre de la CFDT sur le mouvement ouvrier débute par le portrait de l'anarchiste Louise Michel et ses paroles : « Salut au réveil du peuple et à ceux qui en tombant ont ouvert si grande les portes de l'avenir », si le 22 mai 1971 le cortège de la CFDT s'ébranla avec à sa tête les trois portraits de Louise Michel, d'Eugène Varlin et de Jules Vallès, si la politique de recrutement après 1968 fut axée sur « l'autogestion », en prenant bien soin de ne pas trop la définir, si la lutte entreprise à Lip fut « baptisée » de lutte autogestionnaire par la confédération quand elle sombrait dans la recherche du « bon patron » garantissant l'emploi, c'est-à-dire l'exploitation des travailleurs, c'est bien pour masquer que lors du congrès dit de « l'évolution », au Palais des Sports de Paris en novembre 1964, la CFTC, dans sa grande majorité, décida de construire la CFDT pour ramener à elle les biens mobiliers et immo-

biliers de la CFTC, est suspendue par l'autorité suprême, qui poursuivra sa triste tâche par une suite de retraits de mandats en différentes boîtes, AGP, le Monde, le GAMF, les censures de tract se succéderont, dans le secteur des banques 159 mandats représentant plusieurs milliers de travailleurs sont suspendus, aux PTT la même manœuvre, etc.

Les explications de M. Maire ne suffisent plus. Les applaudissements ne s'adressaient pas à lui ni à ce qu'il représente, mais à des phrases bien significatives. Applaudi lorsqu'il dénonce une gauche d'opposition qui ne vise « qu'à la gestion de sond de commerce électoral », précisant que « rien ne s'obtient sans lutter », il sera hué lorsqu'il critique certains de ses propres militants qui nient la possibilité d'obtenir des résultats importants avec le patronat et le gouvernement, et ce n'est pas par des mots creux et des phrases sorties du magasin des accessoires du théâtre politique ou en confirmant le soutien aux comités de soldat que nous, militants de la CFDT, seront de nouveau les dupes de ces jésuites socialistes.

Il est grand temps de remettre en cause les structures verticales et autoritaires de cette centrale. Si cela n'est pas possible, il faudra bien, au prochain congrès national, envisager de prendre une décision « radicale ». Si ceux qui veulent abattre le système capitaliste, économique et politique, poursuivent la politique de l'autruche, il deviendront des taupes, ces petits animaux qui réussissent bien quelquefois à faire crever les arbres fruitiers mais qui ne peuvent jamais profiter de la lumière de la vie.

LA RUE N° 25 EST PARUE — NUMÉRO SPÉCIAL — 15 F
« Les pénétrations policières dans le milieu ouvrier »

Terrin : on liquide...

AINSI donc, après une longue et lente agonie, de plan de redressement en plan de redressement, succession de vœux pieux n'apportant aucune solution et s'avérant aussi efficace qu'un cataplasme sur une jambe de bois, Terrin, le groupe le plus puissant de la réparation navale marseillaise coule à pic, entraînant avec lui plusieurs milliers de travailleurs qui iront grossir le nombre déjà important des chômeurs, puisque le seul département des Bouches-du-Rhône en compte aujourd'hui la bagatelle de 50 000.

Depuis 1976, 1475 licenciements ont été effectués chez Terrin cette crise structurelle de la réparation navale s'inscrit formellement dans celle que traverse toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, où l'on dénombre près de 107 000 demandeurs d'emploi et qui, avec plus de 9%, détient le record absolu en matière de chômage.

Dernier licenciement en date le 16 mai 78, 825 au total dont 709 à la SPAT. L'entreprise du groupe la plus touchée par les licenciements et qui furent acceptés par les travailleurs de façon définitive après un vote pour la reprise du travail. Cela peut paraître à priori inexplicable mais on comprendra mieux quand on saura que la lutte chez Terrin est restée la « chasse gardée » de la CGT et par corollaire du parti communiste français.

L'ensemble des actions entreprises l'ont été d'une manière centraliste et bureaucratique, les travailleurs ont passé leur temps à attendre les directives venant d'en haut, plutôt qu'à essayer d'organiser leur propre lutte. Ce qui va suivre va d'ailleurs nous permettre de mieux se rendre compte de quoi sont capables nos staliniens de service qui portent finalement une assez lourde responsabilité dans cet échec Terrin.

Le vendredi 18 mai, suite aux livancements, les travailleurs réunis en assemblée générale décident de poursuivre la grève mais déjà la CGT commence à poser quelques jalons, insistant notamment sur les aspects dits « postifs » : départ en pré-retrait de certains ouvriers, etc.

Le lundi 21 mai, le syndicat qui s'était réuni pendant le week-end, mandaté pour négocier, non seulement n'avait rien négocié du tout et pour cause... mais déclare avoir vu toutes les sections syndicales des différentes entreprises concernées en insistant sur le fait qu'il n'y a pas uniquement la SPAT de touchée, et qu'il a été décidé majoritairement de continuer la lutte mais sous d'autres formes : expliquant qu'en continuant la grève c'était le suicide, qu'il fallait changer de style de lutte, qu'il y avait des bateaux prévus pour juin, que la réparation navale coulerait si on ne reprenait pas (amusant...). Bref une démagogie des plus éhontées.

Suite à cela, il fut décidé d'un vote à bulletin secret ; vote secret pour les travailleurs mais pas pour les délégués syndicaux bien sûr. En effet, chacun entrait à tour de rôle dans un isoloir improvisé et, sous la surveillance du syndicat, deux bulletins au choix étaient avancés. Il paraîtrait, selon de mauvaises langues, que nos délégués ne se seraient pas gênés pour en avancer un seul, à savoir « on continue la lutte mais sous d'autres formes », c'est-à-dire : on arrête la grève et on reprend le travail.

Voilà donc, résumé en quelques lignes, ce qu'est un syndicat dit « démocratique » et qui laisse entendre que les travailleurs sont seuls juges.

A l'heure d'aujourd'hui, l'avenir est plutôt sombre pour Terrin, et ce n'est pas l'intervention annoncée de Gaston Deferre qui devrait régler le problème.

Alors, Terrin, on liquide ? La réponse est du côté des travailleurs.

Denis LAROUSHINE

Ne vous trompez surtout pas, si vous avez appris que M. Maire a laissé la parole à un syndicaliste tunisien ou du temps pour des infos ouvrières, ce n'était que pour attendre que la salle se remplisse et que les militants aient pris le réflexe de frapper dans leurs mains dès que la voix du porte-parole se meurt. C'est alors que M. Maire arrive avec les mêmes paroles que M. Bergeron et la voix de M. Séguy.

C'est vrai, M. Maire, qu'il ne faut pas attendre le grand soir, mais devons nous pour autant « entreprendre une politique de concertation à l'échelon national avec les représentants du patronat » sous la houlette du chef de l'Etat ?

La CFDT s'inscrit-elle résolument dans les pages du grand livre du mouvement ouvrier comme digne continuateur de sa maman la CFTC, proclamant le renouveau de la collaboration de classe, tant dénoncée jusqu'à ces dernières élections, et son attachement aux principes de la chrétienté, auquel cas, nous, militants ouvriers anarchistes, sauront que notre place n'est pas plus à la CFDT qu'elle ne l'est à la CFTC et agirons en conséquence.

Bernard LE HYARIC



F.O. c'est beau...

Ce dessin... faramineux parvient du mensuel de F.O. (canard avec de jolies couleurs grâce aux pubs pour le loto, Nescafé, UAP, Phénix, Merlin...). Comme vous pouvez le constater, on ne manque pas de souffler dans ce syndicat dans l'vent ! On a le sens de l'humour, non ? Faut dire qu'y'a un mec là-d'dans qui s'appelle Cyrano de Bergeron !

Didier LE BORNEC

Rentrée syndicale, rentrée de discours

C'est la semaine dernière qu'a eu lieu ce qu'on appelle la rentrée syndicale, entendez par là une suite de prestations de secrétaires généraux.

Si les confédérations syndicales pensaient par là se livrer à une démonstration de masse, c'est un fiasco. L'air satisfaisant, par exemple, de Séguy devant les 12 000 personnes présentes à la porte de Pantin à Paris, n'empêchera personne de penser que cela est bien peu par rapport aux effectifs de la CGT, et cela ne cachera non plus à personne que les cars de ramassage étaient plutôt vides...



On peut d'ailleurs faire sensiblement les mêmes remarques vis à vis des autres confédérations, sauf pour la FEN qui n'a réuni que son conseil national.

Lorsque l'on voit la nature et l'ampleur de l'offensive libérale, et cela à un niveau international, offensive dont les confédérations syndicales sont bien conscientes puisqu'elles en font la critique, on ne peut que trouver dérisoires les réponses de nos leaders syndicaux.

Séguy s'enflamme, et sous les applaudissements monstres de l'auditoire, il proclame que la CGT va relever le défi gouvernemental et patronal. Comment ? En renforçant la CGT, en faisant l'union avec la CFDT et en prenant des initiatives (lesquelles ?) sur l'emploi ; il n'y a là vraiment pas de quoi s'agiter.

En fait, les discours de Maire et de Séguy ne sont que les discours transposés de Mitterrand et de Marchais. Séguy attaque la CFDT pour se « défendre » et l'accuse d'être à l'origine de la désunion politique et syndicale... Maire attaque la CGT, pour se défendre également, et lui porte les mêmes accusations concernant cette séparation déchirante entre les courants de gauche... Séguy attaque le PS et Maire le PCF...

**UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT**

A part ces différences de forme, à part le style « gauchiste » de Maire, le discours communiste de Séguy et ultra-réformiste de Bergeron et de Henry, tous disent sensiblement la même chose, ce qui distingue Bergeron étant de ne pas vénérer l'union de la gauche avec la même ardeur que ses partenaires, sans pour autant nier le droit des partis politiques à s'occuper des affaires « sérieuses ».

Car, en fait, tous pensent déjà à la reconstruction de cette gauche et feront tout pour la permettre, ce qui montre, une fois de plus, l'idée que se font ces messieurs sur le rôle des

ciement, de manière intransigente et active, pour des comités de chômeurs qui soient autre chose que de l'entretien syndical, il y a fort à parier que l'automne se réchaufferait.

On a vu que la relance de la concurrence va inévitablement amener davantage de disparitions d'usines, des fusions donc des licenciements, l'affaire Willot avec 1800 licenciements et l'affaire Terrin avec de 1200 à 3000 licenciements sont là, entre autres, pour nous le rappeler.

Pour faire face à cette politique, c'est une riposte populaire et non corporative qui est nécessaire, autour des lieux de

syndicats qu'ils dirigent : strictement corporatifs et servant de tremplin pour amener au pouvoir une gauche qu'ils obligeraient, disent-ils, à respecter les engagements pris.

Henry, de la FEN, est très clair lorsqu'il déclare dans une interview à propos de la réforme Haby : « Nous allons la combattre. Mais pour l'abroger, il fallait une victoire de la gauche ».

Cependant, tous proclament leur indépendance syndicale, ce qui n'empêche pas Séguy de reprendre les thèses chauvinistes du PCF sur l'intégration de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché Commun. Cela ne l'empêche pas non plus, et explicitement, de trouver que l'initiative du PCF sur l'emploi est très bonne. Il fera ensuite l'apologie des Commissions Ouvrières espagnoles au moment même où ces salauds tentent d'étouffer la grève des pompistes de Barcelone et où les flics tirent sur nos camarades de la CNT.

Cependant, les prochaines élections sont encore loin et après la claque de mars 78, tous veulent être crédibles : c'est à celui qui arrachera le maximum d'accords, aussi minimes soient-ils.

Leurs initiatives pour « contraindre » la bourgeoisie tient en un seul mot : l'emploi. On se souvient encore des tournées au travers de la France et des journées pour l'emploi pour savoir que tout cela est inefficace et ne sert qu'à une chose : obtenir une entrevue avec un ministre pour le sensibiliser sur le problème. C'est poursuivre sur le terrain politique et gouvernementales des discussions de salon dont on mesure aujourd'hui l'utilité...

Par contre, s'il était engagé une action générale, offensive et solidaire contre tout licen-

travail, des zones industrielles, sans sectarisme, c'est-à-dire en respectant les organisations traditionnelles des travailleurs et avec l'appui des autres formes d'organisations : chômeurs, locataires, consommateurs, etc.

Les anarcho-sindicalistes de toutes les confédérations ont là un grand rôle à jouer, que ce soit dans les syndicats où les unions locales qui peuvent permettre une solidarité entre grévistes et population autour d'une lutte.

Si cela ne se fait pas en appuyant sur un bouton, ce sont là des jalons qu'il faut avancer par l'information, la démonstration des intérêts collectifs jusqu'au moment où une lutte de grande ampleur donne l'exemple.

Cela paraît tout de même moins utopique que ce que l'on nous propose, de la gauche à l'extrême-gauche : refaire l'union pour les prochaines élections, abolition de l'assemblée nationale ou grève générale qui serait déclenchée on ne sait comment.

Les anarchistes ont donc, dans ce domaine, un rôle à jouer, non utopique, non marginal, qui est de préconiser au maximum la solidarité par rapports à des combats sur les lieux de production, surtout contre les licenciements, solidarité qui, si elle devient réelle et ne reste pas un discours, oblige à l'action directe, seule possibilité de lutte des travailleurs aujourd'hui.

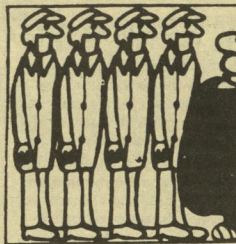
GROUPE MALATESTA

**La collection des numéros
du journal de Zo d'Axa
LA FEUILLE
est en vente à Publico
Prix : 40 F**

Les mesures Barre Le racket continue

AINSI, Raymond Barre continue imperturbablement l'application de son programme d'austérité. On ne pouvait certes pas en attendre moins de la part des vainqueurs des élections législatives, reconduits par un « électoralat de la peur » racolé en toute hâte grâce à la complicité involontaire (?) des partis de gauche. Après un tel succès qui couronnait deux années de politique d'austérité, le pouvoir giscardien aurait eu tort, avouons-le, de changer de cap.

Les dernières mesures mises au point par le gouvernement constituent une accentuation à peine voilée de cette politique de racket. L'augmentation des revenus de l'Etat sera plus puisée dans les impôts indirects par le réhaussement des taxes de toutes sortes, que dans l'accroissement de l'impôt sur le revenu. Il est clair, en effet, que si aucun impôt ne peut prétendre être juste, c'est finalement l'impôt direct sur les revenus qui apparaît comme le moins injuste, alors que les impôts indirects frappent indistinctement tous les consommateurs. Il ne faut donc pas s'étonner si le gouvernement a choisi, une fois de plus, d'augmenter les taxes touchant les produits habituels : tabac, alcool, essence, etc. Il est très facile d'apporter des justifications morales de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme ; qui ne voit que de telles mesures ne mènent qu'à limiter le droit aux « vices » de toutes sortes qu'aux catégories sociales privilégiées et à occulter le fond de ces problèmes qui sont des problèmes de société ?

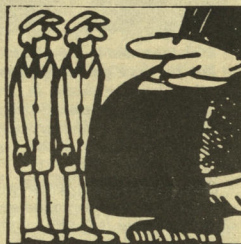


Dès lors, il est facile de promettre un allourdissement de la fiscalité touchant les tranches supérieures de revenus, assortis d'une limitation des abattements spéciaux des professions libérales et d'une chasse aux signes extérieurs de richesse, quand rien n'est prévu pour empêcher les évasions fiscales les plus classiques. Il suffira à chaque industriel, à chaque gros propriétaire, à chaque homme politique, d'acquiescer un peu plus d'« avoir fiscal » ou de déguiser des dépenses personnelles en frais professionnels ou en investissements pour couper une fois de plus à l'impôt. On peut parler de lutte contre la fraude fiscale en faisant quelques coupes sombres dans le monde du spectacle, on ne convaincra personne, et surtout pas les salariés qui n'ont pas la possibilité de dissimuler le moindre centime...

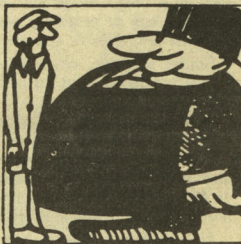
Par contre, ces mêmes salariés se verront imposés sur les indemnités journalières versées par la Sécurité Sociale en cas de maladie. On voit que, s'agissant de fraude, le gouvernement préfère s'attaquer à ceux qu'il qualifie volontiers de « malades professionnels », niant ainsi un peu plus le droit des travailleurs à se soigner.

Et les mesures en faveur de l'emploi ? On parle d'« incitation » au travail à temps partiel, à la limitation des heures supplémentaires, mais on ne s'engage pas trop avant dans la voie de la réduction du temps

de travail. Le gouvernement ne serait pas foncièrement hostile à la généralisation d'une telle mesure, mais il ne veut surtout pas diminuer le temps de travail en laissant les salaires inchangés ; or, il sait bien que les travailleurs les moins payés ne pourraient supporter une baisse de leurs salaires et que toute réduction du temps de travail avec diminution conséquente des salaires ne mènerait qu'à augmenter en proportion les heures supplémentaires, ce qui empêcherait tout effet bénéfique sur la réduction du chômage. Par contre, payer aussi cher pour un nombre d'heures de travail moindre équivaldrait sensiblement à une hausse brutale des salaires, donc provoquerait une relance de l'inflation.



Alors, les seules solutions que le gouvernement ose envisager restent l'accroissement des crédits mis à la disposition des entreprises en difficulté, l'élargissement des facilités pour les prêts à l'investissement, etc. Ainsi le cadeau fait aux capitalistes, c'est-à-dire à la classe gouvernante, est double : d'une part, ils peuvent accroître leurs capitaux sans bourse délier, et d'autre part ils payent encore moins d'impôts, puisque les entreprises déficitaires en sont exemptées et que les autres peuvent déduire les emprunts et les investissements!



Dans ces conditions, comment peut-on encore rêver d'un impôt juste, égalitaire ? D'ailleurs, à quoi servirait un tel impôt si ce n'est à masquer un état d'inégalité de revenus ? L'impôt, direct ou indirect, est le produit d'un système de société ; il est le seul moyen pour l'Etat centralisateur de survivre en continuant à distribuer ses faveurs là où elles lui seront le plus utiles. Ainsi, s'attaquer directement à l'Etat reste la manière la plus réaliste de s'attaquer à l'injustice fiscale et à l'inégalité en général. Cette attitude cohérente reste celle des anarchistes.

Alain SAUVAGE

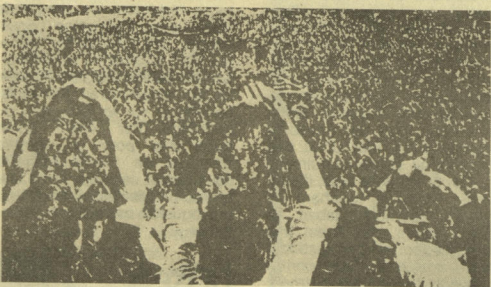
La grève des pompistes de Barcelone

COMMUNISTES ET SOCIALISTES FOURNISSENT DES JAUNES

A Barcelone et dans sa province, la grève des employés des stations-service se poursuit. La situation s'est considérablement durcie ces derniers jours. Le patronat, fidèle à lui-même, considère, pour des raisons que nous allons voir, que la grève n'existe pas, et refuse de recevoir les membres du comité de grève.

Cette grève est pourtant bien réelle et, de plus, très suivie, la C.N.T. (anarcho-syndicaliste) étant très implantée dans ce secteur (75% de syndiqués). Après avoir dispersés les piquets de grève en tirant à l'occasion sur les travailleurs, le patronat a fait appel à la police pour remplacer les pompistes en grève. Il faut bien que les affaires continuent, et pour cela la distribution de l'essence était donc assurée jusque là par des policiers...

Mais, comme personne ne l'ignore, la police a d'autres tâches, et puis des policiers au travail est une chose qui n'a qu'un temps...



L'histoire des luttes menée par le mouvement ouvrier nous a habitués à ce genre de situations où, pour briser des grèves particulièrement dures, le patronat faisait appel à des jaunes pour accomplir le travail délaissé. Ce qui se passe aujourd'hui dans la province de Barcelone aurait pu s'inscrire à la suite de cette histoire si un fait nouveau, scandaleux, n'était venu en changer le cours.

En accord avec le patronat dans l'ennui, les jaunes embauchés pour la sale besogne seront fournis... par les Commissions Ouvrières (C.C.O.O., communiste) et l'U.G.T. (socialiste), désireux de s'implanter dans ce secteur où ils sont pratiquement absents, et qui voient dans cette grève menée par nos camarades de la C.N.T. une excellente occasion pour se débarrasser d'un syndicat qui les gêne et mener leur tâche à bien.

Dans un communiqué destiné à la presse et à l'opinion publique espagnole, le comité de grève a dénoncé cette scandaleuse attitude des syndicats C.C.O.O. et U.G.T., fournissant à la troupe pour remplacer des policiers briseurs de grève.

Poursuivant sa dénonciation, le comité de grève s'en est pris au ministère du travail qui a permis que des centrales syndicales donnent leur adhésion à une convention nationale, alors qu'il y a plus d'un mois de cela, les noms des camarades composant la commission négociatrice étaient enregistrés à la Délégation Provinciale du Travail de Barcelone. Sans conteste, ceux-ci sont les seuls habilités légalement pour signer tout accord.

Le comité de grève estime que si ces centrales souhaitent négocier des conventions dans cette branche, le minimum était de communiquer à l'assemblée des travailleurs, mais en aucun cas de pratiquer ainsi une politique de fait accompli digne de la meilleure époque de la dictature.

Contre la grève, ces syndicats et le patronat concerné défendent conjointement les mêmes positions, qualifiant les grévistes d'« irresponsables ». Ce langage commun à une organisation patronale et à deux organisations syndicales démontrent on ne peut plus clairement les intentions de ces dernières.

Le dégoût, l'abjection ressentis devant les méthodes choisies aujourd'hui par les communistes et socialistes espagnols, se font plus profonds encore quand on sait que 400 licenciements ont été prononcés chez les grévistes.

Une certaine crainte, bien compréhensible, s'est installée parmi les plus âgés d'entre eux, crainte qui s'explique par le fait que, travaillant depuis plus de 25 ans dans ce secteur, la perte de leur emploi, en cas d'échec de la grève, les plongerait dans une situation difficile. Malgré cela, la grève continue...

Carmen LOZANO

suisse

Le groupe James Guillaume de Zurich continue la publication de ses *Libertaire Blätter* sous la forme suivante : deux numéros de la revue par an, en été et en hiver. Le numéro d'été vient de paraître sur 90

pages et contient des études sérieuses et de grand intérêt sur l'organisation sociale des sociétés primitives (la vie sans Etat), sur les effets de la religion dans l'organisation sociale sur la vasectomie, sur le mouvement anarchiste en Espagne, etc. Les camarades qui désireraient recevoir un spécimen peuvent écrire à Gruppe J. Guillaume, Postfach 599, Zürich 8060 (Suisse).

Informations internationales

Allemagne

QUE FAIRE DES TERRORISTES ? — Depuis le 1^{er} décembre dernier, tandis qu'on arrêtait 36 extrémistes « présumés », 26 terroristes « de la première génération » étaient libérés après avoir purgé des peines de 4 à 10 ans de prison : les deux derniers libérés à Hambourg sont Becker et Beer, après 4 ans et demi de détention. Il paraît que la police criminelle s'inquiète, et même la fameuse opinion publique (convenablement sondée). Ces terroristes libérés peuvent-ils être réinsérés sans danger dans la société ? Non, car ce sont des durs et ils vont vite rejoindre les terroristes encore en liberté. Certes, on peut citer des cas de terroristes repentis ou qui « se sont mis à table », mais ce ne sont que des exceptions. Alors ? Que faire ? L'Union des Jugés allemands est favorable à une prolongation de la détention des extrémistes : on appliquerait cette « garde pour raison de sécurité » qui n'est légale en RFA que pour des récidivistes, condamnés à plus de 3 ans et dont la libération « mettrait en danger la société ». Le CDU serait favorable à une telle mesure et l'opinion publique (!) verrait d'un bon œil la détention perpétuelle. Disons tout de suite qu'il y a de fortes oppositions à ce projet et espérons qu'il ne sera que le rêve de bourgeois délirants. Et pourquoi pas rétablir la peine de mort pour tout terroriste « présumé » ? Inutile, direz-vous, car on meurt beaucoup dans les prisons de RFA!

LA POLLUTION... « CA RAPPORTE GROS » — La revue allemande *Quick* nous apprend que la firme chimique américaine « Allied Chemical » a traité avec la société allemande « Kali-Salz » : celle-ci a mis une mine de sel de la Hesse à la disposition de la firme américaine pour qu'elle y dépose tous ses déchets dangereux : arsenic, cyanure, insecticides variés... dont on ne veut nulle part. Actuellement, on a ainsi entreposé plus de 200 000 tonnes : de quoi détruire l'humanité! Allied Chemical paye 123 DM par tonne et Kali-Salz a déjà empoché 20 millions de dollars. La population de la Hesse n'a pas été consultée, mais les ministres fédéraux de l'Intérieur et des Affaires Étrangères sont au courant : il ne faut pas s'inquiéter, car le mode de stockage est si parfait qu'il n'y a aucun risque d'accident! Tout est donc pour le mieux et Kali-Salz tire un bon parti de son ex-mine de sel.

belgique

Tandis que les prix montent depuis juillet, le gouvernement jongle avec l'argent des contribuables. La lutte pour l'emploi se traduit par des subventions à fonds perdus - de l'Etat à des firmes privées multinationales. Cette forme de financement bénéficie à certaines plutôt qu'à d'autres et favorise les intérêts électoraux. Il y a un

an, la crise de la sidérurgie de la MMRA entraînait la suppression de 1500 emplois. Le gouverneur de la province de Luxembourg se mit en relation avec le groupe américain *Champion* dont la filiale *Archambal* acceptait (!) de s'implanter dans le Sud-Luxembourg : avec promesse de 450 nouveaux emplois (fabrication d'essuie-glaces). Mais *Archambal* posait des conditions : 450 millions des pouvoirs publics. Ceux-ci doivent en plus fournir l'usine et les machines ainsi que l'infrastructure (terrains et installations).

Le cadeau est de taille! Aussi a-t-on fait la quête : l'économie régionale wallonne et l'Etat pour 180 et 80 millions. Pour le reste, on « tape » les 44 communes luxembourgeoises qui ont voté une cotisation (!) de 50 F par habitant en 78 et de 100 F en 79. Et des pourparlers sont en cours pour d'autres implantations avec le groupe américain Mobiloil et la firme Asco. C'est ainsi que la crise, le chômage, les licenciements sont une bonne affaire pour des entreprises qui reçoivent des subventions inespérées, pour les pouvoirs publics qui ont l'air de lutter pour l'emploi, pour les partis politiques qui servent d'intermédiaires. Le « citoyen » reste le cochon de payant et, s'il retrouve un emploi, c'est qu'il l'aura payé sous forme d'impôt. Il ne lui manque plus - pour être l'idiot du village - qu'à voter aux prochaines élections pour ses exploités directs ou indirects!

Le budget 79 prévoit un déficit de 80 milliards : mais il suppose une stabilisation des charges chômage et sécurité sociale. Or, tout laisse prévoir que le chômage va croître ainsi que les dépenses de sécurité sociale. Le gouvernement s'apprête à faire des coupes sombres dans les allocations familiales. Ce qui lui est possible, puisqu'il dispose des « pouvoirs spéciaux » qui lui permettent de se passer de l'avis du parlement. Rentrée mouvementée ? Oui, si les travailleurs réagissent sans tenir compte des coups de frein des syndicats et des partis.

hollande

A Graz, notre camarade Gross aidé de quelques militants, continue à assurer la parution de la revue anarchiste *Befreiung*, dont le n°10 vient de paraître. Et dans une lettre Gross nous donne quelques nouvelles de cette Autriche qu'on oublie un peu trop dans la grande presse.

Il y a en Autriche une grève d'un caractère assez inusité. Les entrepreneurs de transports routiers, suivis par leur personnel, ont fait grève pour protester contre les charges fiscales abusives de l'Etat. Dans ce secteur des transporteurs, c'est la première fois qu'une cassure se manifeste à l'intérieur de cette union sacrée capitalisme privé-État. C'est la première fois qu'employeurs et employés sont unis pour lutter contre l'État. Peut-on espérer que pour les salariés il en résultera une amélioration de leurs conditions de rémunération et de travail ?

Au début de novembre, un référendum est organisé pour décider si l'unique centrale nucléaire autrichienne, à Zwentendorf, doit être mise - ou non - en service. Ainsi le gouvernement, le parlement et les défenseurs des centrales nucléaires n'ont pas le courage de prendre une décision et, après avoir entretenu la population dans l'idée rassurante que ces centrales sont « inoffensives », après n'avoir rien fait pour signaler les dangers de ces centrales, ils espèrent que le peuple dira oui. On fera valoir qu'on ne peut perdre les milliards investis dans Zwentendorf et que la sagesse commande d'utiliser ce molosse nucléaire. Aux adversaires de ce projet d'intensifier leur action et de montrer qu'il existe d'autres formes d'énergie moins dangereuses. Et à eux aussi de souligner l'hypocrisie de ce référendum qui semble faire de la question des centrales nucléaires non un problème vital pour la population, mais une affaire politique. Les partis d'opposition vont faire voter non, uniquement pour amener la chute du gouvernement à direction social-démocrate. Et ces oppositions, si elles étaient au pouvoir, s'empresseraient de favoriser l'implantation de centrales nucléaires : n'ont-elles pas en 1955 voté pour la remilitarisation de l'Autriche ? Dans ces conditions, ce référendum apparaît aux yeux des anarchistes comme une manœuvre sordide de politique. Ils recommandent le boycott du référendum et leur action va porter sur l'exposé des dangers que fait courir l'énergie nucléaire dans le système capitaliste et étatique, sur la dénonciation des hypocrisies conjuguées du gouvernement et de l'opposition. Sans parler de toutes les raisons qui poussent les anarchistes à considérer le suffrage universel comme une imposture : qu'il s'agisse de la désignation de « représentants du peuple » ou de référendum!

r.d.a.

Rudolph Bahro est un homme honnête : il est marxiste et il s'est indigné du régime de dictature de la République démocratique allemande, de l'exploitation des travailleurs par une clique de bureaucrates et de parasites. Il a écrit un livre : *Alternative* où il a dénoncé, au nom du marxisme, la bureaucratie malfaisante. Il a démonté le système, en a montré les dessous et il vient d'être condamné à 8 ans de prison. Espérons qu'un « tribunal Russell » s'occupera de ce scandale. Le « Bureau Socialiste » qui regroupe les socialistes oppositionnels, réuni à Nuremberg au début de juillet, a élevé une protestation véhémentement contre cette condamnation qui « jette le discrédit sur le combat des socialistes et des communistes du monde entier pour une société plus humaine ». Les anarchistes savent depuis longtemps que le régime de la RDA est un des plus ignobles qui soit et Bahro mérite tout notre respect. Puisse-t-il comprendre que tout socialisme d'État conduit à une bureaucratie qui tend à absorber tous les pouvoirs et à se maintenir par tous les moyens!

Les athénées libertaires aujourd'hui

(suite de la page 1)

— Quel type d'activités développe un athénée ? Est-ce que ce sont des activités limitées au quartier ?

— Si nous considérons l'athénée comme noyau communautaire de transformation des relations existantes dans la société, celui-ci essaye de développer une pratique de vie différente, et sous cet aspect ses activités sont illimitées et englobent les loisirs jusqu'à la culture, tout en passant par l'insertion du problème social dans toutes ses manifestations, soit en créant des coopératives, en aidant les entreprises en conflit, en revendiquant des espaces urbains, etc. A propos de la deuxième question, ce n'est pas que les activités de l'athénée soient limitées au quartier, mais plutôt que toutes en sont issues.

— En tenant compte du caractère déshumanisé de la structure urbaine, jusqu'à quel point peut-on revendiquer le quartier comme partie intégrante de cette structure ?

— En revendiquant des espaces verts, des zones de sport, des centres de loisirs, nous nions la structure urbaine. Nous ne voulons pas récupérer le quartier en tant que forme mais comme communauté où les personnes échangent des relations malgré les conditions d'un milieu aliénant et déshumanisé, en essayant à tous moments que ces relations soient les plus libertaires possibles. Ces relations communautaires s'affrontent à l'incommunicabilité, à l'individualisme et à la notion même de progrès.

— Le fait qu'un athénée se définisse comme libertaire suppose-t-il que tous ses membres le soient ?

— L'important n'est pas le cliché idéologique mais le respect du fonctionnement autogestionnaire de l'athénée. Un athénée qui refuserait des membres selon des critères idéologiques serait un athénée libertaire pour libertaires, de cette façon il cesserait non seulement d'être un athénée mais en plus d'être libertaire, ouvert par définition.

— Historiquement les athénées naquirent dans des conditions historico-sociales déterminées ; par exemple le bas niveau culturel de la classe ouvrière se traduisait tout simplement par l'analphabétisme, les différences entre lieu de travail et lieu d'habitation n'étaient pas si marquées qu'aujourd'hui, le phénomène des cités-dortoirs était inexistant, en général ni le capitalisme ni ses relations de marché n'étaient autant insérées dans la vie quotidienne qu'elles le sont aujourd'hui. La question sera : en tenant compte de tout cela, quel est le front de lutte d'un athénée libertaire en 1978 ?

— Ces conditions historiques que tu soulignais ont notablement changées durant une période de 50 à 60 ans. De même le mouvement libertaire actuel est très différent de celui d'antan, aujourd'hui la majorité des « athénéistes » est formée de jeunes, le capitalisme, comme tu disais, est beaucoup plus introduit dans tous les domaines, c'est pourquoi, précisément, le front de lutte est aujourd'hui plus général et plus complexe, d'ailleurs je ne sais jusqu'à quel point on peut parler de « front de lutte » comme quelque chose de bien délimité... ce que je veux dire c'est que je ne sais pas si la transformation du « temps libre », la lutte écologique, l'émancipation de la femme, pour ne citer que quelques exemples, forment des fronts distincts. Tous ces problèmes sont fortement imbriqués les uns aux autres et le front de lutte doit être pour le moins aussi ample que le sont l'oppression, l'exploitation et l'assèchement.

— A une époque où l'éducation a cessé d'être le patrimoine des classes privilégiées et où elle est définie dans toutes les constitutions modernes comme « un droit fondamental de la personne », comment voyez-vous le travail culturel de l'athénée ?

— Agustín García Calvo dit que le mot culture ou contre-culture a été si souvent employé et déformé par l'ennemi que nous devrions probablement chercher un autre mot pour nous référer à « cela ». Evidemment, les possibilités de construire une culture ouvrière, une culture marginale nettement démarquée du capitalisme, ne passent pas par quelque chose d'aussi simple que d'apprendre à lire et à écrire, face à un enseignement orienté et blâmé pour la production et la consommation des biens et des marchandises, et surtout pour la création d'une soumission et d'un ennui général. Le travail culturel de l'athénée est de réaliser un apprentissage dont l'unique motivation soit le désir de développer la personne en éveillant son esprit critique et anti-autoritaire. En soi, cela suppose un changement total quand aux formes et au contenu de l'enseignement.

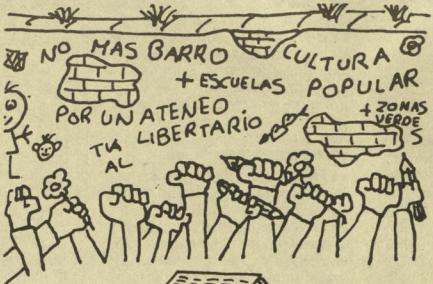
— Les associations de voisins remplissent un rôle important durant le franquisme comme organisations unitaires de luttes des habitants pour leurs revendications. Actuellement, avec la légalisation des partis, les élections, etc., leur caractère et leur importance a changé notablement. Quelle relation maintenez-vous avec elles ? Les athénées libertaires sont-ils une alternative aux associations de voisins ou au contraire se situent-ils sur un autre plan, complémentaire et distinct ?

— La majeure partie d'entre nous a vécu l'expérience des associations de voisins, à Sants par exemple l'athénée s'est formé à partir d'un groupe mécontent de la ligne suivie par l'association, nous voulions couvrir des domaines que celle-ci, par sa propre structure et sa conception, était incapable d'affronter.

— A La Verneda, nous en sommes partis également car nous n'étions pas à égalité de conditions par rapport à d'autres courants idéologiques. La ligne d'une association n'était pas décidée par ses membres mais par la junte di-

rectrice, structure bureaucratiquement aux mains de forces politiques déterminées qui se servaient de l'association pour leurs intérêts partisans : élections syndicales, municipales, etc. Les différences avec l'association portent sur les objectifs et le fonctionnement. Les assemblées n'y sont pas souveraines, on n'y respecte pas les minorités. C'est la logique du vote majoritaire qui s'y pratique et la possibilité de leur donner un caractère autogestionnaire est pratiquement nulle par cette conception même de reproduction du schéma dirigeant-dirigé. Cependant, on ne peut pas non plus cataloguer toutes les associations sur un même plan. Par exemple, nous avons travaillé avec l'association de Verneda Alta qui est relativement plus à gauche que celle de San Martín, totalement dirigée par le PSUC* et avec laquelle il n'y a aucune relation possible.

— A Gracia aussi, nous avons commencé à travailler avec l'association, nous sommes maintenant organisés à part en athénée, mais nous maintenons des relations de coopération avec elle pour certaines choses. Beaucoup d'individus ont quitté l'association et se sont incorporés à l'athénée. En général, à mesure que les partis sont entrés pour faire partie des organes de pouvoir, les associations de voisins ont cessé d'être des organismes de lutte pour devenir des organismes de contrôle des partis sur les voisins.



— Que pensez-vous de la sectorisation des luttes et de leur organisation en compartiments isolés : travail-syndicats, quartiers-athénées, organisations de jeunes, des femmes, d'homosexuels, collectifs pour des tâches concrètes ?

— Et bien il est évident que les gens bougent sur des problèmes qui les touchent directement, et dans ce sens il est nécessaire de partir d'une organisation par secteurs, sans jamais oublier la perspective globale de tous les problèmes. Il ne faut pas aller vers la destruction des secteurs, mais vers la destruction de la sectorisation. Dans la mesure où il y a dans les athénées des catégories diverses qui vont de l'ouvrier à l'homosexuel, des féministes à quoi que ce soit, il est nécessaire de les englober tous comme faisant partie d'un tout ; l'athénée est un lieu où vivent conjointement tous ces problèmes. D'un autre côté, l'athénée ne peut suppléer des fonctions comme celles du syndicat, même si notre projet global de société doit tendre à la convergence de toutes les fonctions, car il est impossible d'avoir une proposition révolutionnaire sans assumer, nous tous, tous les problèmes et sans faire de tous le problème de chacun.

— Quelles relations maintenez-vous avec les organisations et les partis populaires, et en particulier avec le reste du mouvement libertaire ?

— Sur le premier point, cela dépend des cas et des situations concrètes qui vont se présenter. En général, cela a été depuis l'unité d'action jusqu'à une incompatibilité totale. Sur le second point, il faut signaler que le schéma historique que prit le mouvement libertaire fut le reflet d'une réalité historique déterminée. De nos jours, on ne peut considérer le mouvement libertaire comme une structure parfaitement articulée organiquement ; dans la mesure où il existe des syndicats, des fédérations, des groupes, des athénées, des collectifs, etc., l'ensemble de tout cela forme le mouvement libertaire. Nous pensons que la priorité doit être donnée au débat entre tous les libertaires et à une réflexion conjointe. A partir de là nous verrons où on peut aller, qui nous sommes et ce que nous pouvons faire ? S'imposer, sans ce processus, un lien organique alors que nous continuons de penser que « celui-ci est un réformiste » ou que celui-là « est un touriste », n'aboutirait qu'à bâtir un château de cartes. Tant que

nous ne mettrons pas en commun toutes les opinions, toutes les réflexions, nous n'en terminerons pas avec les formes de pensée de ce type. La pratique même de ce processus nous amènera nécessairement à éclaircir ce lien organique qui certainement ne sera pas de subordination des uns envers les autres, mais de coopération égalitaire axée vers un mode de vie commune et l'instauration d'une société libertaire à laquelle nous aspirons tous.

— L'athénée est-il un organisme de classe, comprenant par là que seuls les travailleurs puissent y accéder, ou bien croyez-vous que des personnes dont l'origine sociale n'est pas ouvrière puissent y prendre part ? Je fais allusion aux personnes qui ne travaillent pas ou qui ne veulent pas travailler, et aussi aux fameux cas tant débattus des « touristes » (pasotas*).

— L'athénée n'est pas un organisme de classe au sens traditionnel du terme selon la terminologie marxiste, ses portes ne sont pas non plus fermées aux personnes qui ne sont pas de provenance ouvrière. D'autre part, oui, l'athénée est un organisme de classe, la composante ouvrière étant protagoniste. Cependant des enfants, des ménagères, des retraités y participent ; ce sont des gens dont l'oppression ne se définit pas selon les seuls critères de la production. En aucun cas on exclut le contenu de classe, on le dépasse. Il n'y a pas seulement des travailleurs, il y a beaucoup plus que cela : des individus.

— Nous assumons la contradiction que peuvent supposer certaines attitudes, de plus n'est-ce pas non plus une connerie de travailler toute la putain de journée et d'accepter cela sans gueuler ? Est-ce que ça n'est pas une contradiction flagrante que d'être « révolutionnaire » à l'usine face au patron et de se transformer, en arrivant à la maison, en patron de sa femme et en sic de ses enfants ? N'y a-t-il pas d'homosexuels chez les enfants de bourgeois ? Il faudrait trouver une nouvelle définition de la classe opprimée.

— La majeure partie des athénées se définissent comme libertaires, à l'exception de l'athénée de Clot qui s'appelle « athénée populaire », est-ce seulement une différence d'appellation ?

— Au Clot, notre option est très stratégique, nous sommes l'unique entité du quartier constituée en athénée, et la dénomination « populaire » est un critère d'ouverture dans ce cas, puisque nous avons la possibilité d'être l'unique athénée du quartier. De plus, nous considérons que la question du nom n'est pas importante car de toute manière lorsqu'un athénée fonctionne, quelle que soit sa dénomination, selon un mode autogestionnaire et anti-autoritaire, c'est, de fait, un athénée libertaire.

— A Sants, par exemple, le cas est inverse, nous l'avons appelé libertaire pour nous permettre de renouer avec l'importante tradition libertaire du quartier en renouant avec des vieux athénéistes.

— Pour finir, pouvez-vous nous tracer un petit aperçu de vos activités et de votre état actuel depuis que vous avez commencé à agir ?

— A La Verneda, au bout d'un an de fonctionnement, nous nous sommes rendus compte qu'il nous manquait les éléments de base ; au début nous avons organisé l'athénée sans réellement poser le problème de son existence propre, nous l'avons simplement monté parce qu'il fallait le monter. Aujourd'hui nous en payons les conséquences, car nous traversons une période assez morte. Nous savions que nous ne nous identifions pas avec la ligne suivie par les associations de voisins, nous savions qu'il fallait donner une alternative de lutte au quartier, nous avions envie de faire plein de choses, mais cela n'était pas suffisant. En général, nous sommes tombés dans l'activisme mais nous avons aussi accumulé des expériences qui nous permettront de reposer le problème de l'objectif de l'athénée et sa projection, naturellement je parle à un niveau personnel...

— A Clot, en marge de l'incidence que nous avons réalisée et que nous jugeons positive, c'est la participation qui fait défaut. Sur 200 cotisants, 30 seulement travaillent. Ce manque de motivation doit être dépassé. Quant à nos activités, nous avons participé aux luttes du quartier et à d'autres plus générales, nous montons une école gratuite pour adultes, un ciné-club, des réunions-débats sur de nombreux thèmes, et les dimanches nous animons un cinéma pour enfants, etc. Maintenant nous allons sortir une revue.

— A Sants, nous avons une incidence comme entité que nous jugeons positive, nous avons participé à de nombreux types de luttes : depuis la récupération des remises jusqu'à la lutte pour la liberté d'expression, le soutien à la COPEL*, aidant les entreprises en lutte, organisant des débats sur des problèmes concrets et généraux, depuis la délinquance et la sexualité jusqu'à mai 68, l'écologie, etc. Finalement, les activités n'ont pas manqué.

Traduit de Solidaridad Obrera
n° 20 - Juin 78

* PSUC : Parti Socialiste Unifié de Catalogne, branche catalane du parti communiste espagnol.

* Pasotas : terme désignant toute une frange de jeunes entrés à la CNT après la libéralisation du régime espagnol, plus préoccupés par les problèmes marginaux que par la question syndicale et qui, comme leur nom l'indique, ne faisaient que passer.

* COPEL : équivalent du CAP français, organisation s'occupant des prisonniers espagnols.

